

Questions orales

n'ont pas été payés depuis décembre et que la SCHL ne devait pas avancer d'autres fonds avant l'achèvement de la prochaine étape de construction. Le ministre pourrait-il donner à la Chambre l'assurance que les versements à la Centennial Properties ne seront pas accélérés avant que le ministre ait acquis la certitude que la société est capable de terminer ces travaux et de fournir aux personnes âgées les logements dont ils ont tant besoin?

M. Danson: Je le répète, monsieur l'Orateur, j'examinerai cette affaire avec soin. Je ne prendrai pas d'engagement avant de connaître la situation. Je désire voir l'achèvement de ces ensembles de logements pour personnes âgées, particulièrement à Halifax.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AVIONNERIE SAUNDERS—L'INTERVENTION DE HAWKER SIDDELEY OU DU GOUVERNEMENT MANITOBAIN—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT AU RENFLOUEMENT DE L'ENTREPRISE

M. Dean Whiteway (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre peut-il nous dire si la société de constructions aéronautiques Hawker Siddeley ou le gouvernement provincial du Manitoba ont présenté des instances au ministre, ou à son ministère, au sujet de l'entreprise Saunders de Gimli, au Manitoba?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, à ma connaissance, la Hawker Siddeley n'a présenté aucune instance pour le compte ou au sujet de Saunders Aircraft. J'ai été en communication avec le gouvernement provincial du Manitoba au sujet des difficultés que connaît cette société.

M. Whiteway: Étant donné les problèmes auxquels la Saunders a eu à faire face, et compte tenu du fait que son financement a été assuré presque exclusivement par le gouvernement provincial du Manitoba, le ministre peut-il maintenant nous faire connaître le type de financement ou d'assistance qu'il envisage pour la société Saunders? Peut-il dire également si cette aide aura les mêmes proportions que lorsqu'il s'est agi d'intervenir en faveur de sociétés de l'Est, telle De Havilland?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, il a été question d'une assistance de la Société pour l'expansion des exportations sur le plan du financement, et de subventions dans le cadre du programme PAIT pour d'éventuelles applications industrielles. Deux obstacles se sont posés jusqu'ici à cet égard. Le premier est que le degré d'avancement de la technologie industrielle mise en œuvre ne correspond pas aux conditions posées pour le programme des techniques industrielles de pointe. Le second est que la Société n'a pas réussi à vendre ses appareils à l'étranger, condition nécessaire pour qu'il y ait intervention de la Société pour l'expansion des exportations.

* * *

LA RADIODIFFUSION

LA DATE D'ATTRIBUTION DU CANAL 10 À VANCOUVER

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Communica-
[M. Gilbert.]

tions. Étant donné que les audiences du Conseil de la radio-télévision canadienne au sujet de l'attribution du canal 10 à Vancouver sont maintenant terminées et comme on a déjà trop tardé à annoncer les résultats décevants des dernières audiences concernant le canal 10, le ministre peut-il dire quand on annoncera l'attribution de ce canal?

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (ministre des Communica- tions): Monsieur le président, je ne peux pas indiquer de date précise. Il s'agit d'un problème épineux, comme le député l'a indiqué lui-même. Une première audition n'avait donné lieu à aucune émission de permis de diffuser. Malheureusement, la date de la prochaine décision reste le secret du CRTC. Je pourrai toutefois m'enquérir pour savoir si le CRTC est prêt à ce moment-ci à promettre de rendre une décision pour une date précise.

* * *

[Traduction]

L'ÉDITION

DEMANDE D'INTERDICTION DE LA VENTE AU CANADA DE LA VERSION AMÉRICAINE DU «GUINNESS BOOK OF RECORDS»

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je tiens à lui assurer qu'elle concerne un principe très important de l'édition du Canada. Étant donné le discours prononcé récemment par son collègue, le secrétaire d'État, en Virginie occidentale, devant des éditeurs américains et dans lequel il a déclaré que le gouvernement canadien était prêt à intervenir et à étudier minutieusement le cas de tout nouveau-venu possible dans le secteur de l'édition au Canada, quelle mesure le ministre prend-il pour garantir que l'éditeur américain Sterling ne sera pas autorisé à vendre l'édition américaine du *Guinness Book of Records* au Canada sous un régime de monopole, ce qui enlèverait 50,000 ventes par année à l'éditeur canadien, Mel Hurtig d'Edmonton, qui compte sur ce livre pour 20 p. 100 de ses ventes et qui va bientôt recevoir le prix de l'éditeur canadien de l'année?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, malheureusement la loi sur l'examen de l'investissement étranger ne m'autorise pas à m'occuper d'une transaction commerciale de ce genre. Je me rends compte de l'importance du problème mentionné par le député. Je déplore cette cession, mais, je le répète, la loi sur l'examen de l'investissement étranger ne m'autorise pas à intervenir.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

PÊCHES ET FORÊTS

M. Albert Béchard (Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine): Monsieur le président, j'ai l'honneur de présenter les 3^e et 4^e rapports du comité permanent des pêches et des forêts, dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Le texte des rapports précités figure aux Procès-verbaux de ce jour].